

REVUE DE PRESSE

Qualité environnementale du cadre bâti



N°8 - 15 avril au 19 mai 2019

SOMMAIRE

L'actu des régions en bref	p. 1
Législation - Réglementation	p. 1 à 3
Normes - Labels - Démarches	p. 3
Matériaux - Produits - Techniques	p. 4
Outils - Méthodologies	p. 4
Économie - Incitations financières	p. 5
Immobilier	p. 6 à 7
Éducation - Formation - Documentation	p. 7
Réalisations	p. 8
Professionnels - Entreprises	p. 8 à 9
Filières - Prestataires	p. 10 à 11
Bâtiment - Énergie	p. 11 à 13
Santé - Hygiène - Sécurité	p. 14
Autres thèmes	p. 14 à 16

/// L'ACTU DES RÉGIONS EN BREF ///

France - « Cities to Be », 8^{ème} Congrès international du Bâtiment Durable : les inscriptions sont ouvertes !

Les acteurs du bâtiment, de l'immobilier, de l'aménagement, des infrastructures et des collectivités sont attendus les 12 et 13 septembre prochain à Angers pour le 8^{ème} congrès international du bâtiment durable. Organisé par NOVABUILD et l'Alliance HQE-GBC, Cities to Be permettra de découvrir des retours de terrains en France et à l'international, de s'informer des projets innovants, de mutualiser les expériences, de partager de bonnes pratiques et des solutions performantes, de mobiliser les dynamiques d'acteurs et de valoriser les savoir-faire français et européens.

Au programme : 3 plénières, près de 50 ateliers, 5 visites de sites, 27 pitch-solutions, 9 revues de projet et des tables rondes autour de 12 thématiques phares parmi lesquelles : performance environnementale et neutralité carbone, économie circulaire, rénovation et exploitation des bâtiments, valeur et finance verte, santé et confort, mobilité et infrastructure, territoire positif et autonome, climat chaud, ...

> www.citiestobe.eu

Nouvelle-Aquitaine - ODÉYS : le nouveau cluster construction et aménagement durables de Nouvelle Aquitaine !

Né de la fusion du Pôle CREAHD (Aquitaine) et du cluster Eco-Habitat (Limousin-Poitou-Charentes), ODÉYS se veut être un catalyseur, un facilitateur et un accélérateur des transitions environnementale, énergétique, digitale, sociétale et de la mutation des comportements dans la filière. Présent sur tout le territoire de Nouvelle-Aquitaine grâce à six implantations (Bordeaux, Poitiers, La Rochelle, Limoges, Anglet, Saint-Géours-De-Mareme), ce nouveau réseau est composé de près de 400 adhérents représentant l'ensemble des acteurs de la filière bâtiment et travaux publics régionaux. Dirigé par Catherine Herrero et Vincent Seppeliades, ODÉYS a pour mission de développer la compétitivité et accélérer la croissance, de proposer des services et d'impulser une action d'innovation transversale dans ces secteurs.

> www.cluster-ecohabitat.fr

> www.creahd.com

/// SOMMAIRE ///

/// LÉGISLATION - RÉGLEMENTATION ///

L'ADEME et la DREAL Pays de la Loire publient un guide de conduite d'une opération bas carbone - 17 avril 2019

Réalisé par le CEREMA et Tribu Energie dans le cadre de l'expérimentation E+C- en Pays de la Loire, ce guide vise à accompagner les maîtres d'ouvrage dans la conduite de leurs opérations à faible impact carbone. Il propose différents jalons et leviers permettant de suivre les performances du projet au regard de l'analyse du cycle de vie.

Source :

> www.batiment-energiecarbone.fr/guide-pedagogique-pour-les-moa-a111.html

A télécharger :

> Guide de conduite d'une opération bas carbone :

www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/181130_guide_cop_bas-carbone_final.pdf

Plan national de rénovation énergétique des bâtiments : un « triste premier anniversaire » ? - 24 avril 2019

C'est en tout cas ce qu'affirme le Cler, réseau pour la transition énergétique. « *Malgré les preuves de bonne volonté des ministres concernés, le retard continue de s'accumuler : de nombreuses mesures prévues (transformation du Crédit d'impôt en prime travaux, introduction d'un diagnostic de performance énergétique opposable, critère de performance énergétique minimum pour les locataires, mise en place d'un service public de la performance énergétique de l'habitat, ...)* sont soit retardées, soit mises en œuvre de manière très insuffisante ».

Des propos auxquels ont réagi Philippe Pelletier, président du Plan bâtiment durable, Marjolaine Meynier-Millefert et Alain Maugard, les deux copilotes du plan de rénovation énergétique des bâtiments, pour qui « une partie du plan est bel et bien exécutée, la charte Faire est signée, et toute la partie CEE est enclenchée : financement de programmes appliqué, Fonds de garantie de la rénovation financé par EDF comme prévu... ».

Sources :

- > www.batiactu.com/edito/plan-renovation-un-an-apres-il-est-au-point-mort-56190.php
- > www.batiactu.com/edito/pilotes-plan-renovation-volent-a-son-secours-56217.php

Commande publique : la Direction des Affaires Juridiques des ministères de l'Economie et des Finances vient d'actualiser les guides « très pratiques » de la dématérialisation des marchés publics - 26 avril 2019

Cette quatrième version, datée d'avril 2019, s'adresse aux acheteurs et entreprises pour les accompagner dans leurs démarches. L'actualisation a permis d'intégrer 6 nouvelles questions et de compléter et préciser 9 questions « *sur la base des remarques adressées après la publication de la troisième version* ». Les références du nouveau Code de la commande publique, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril dernier, ont également été intégrées.

Source :

- > www.batiactu.com/edito/marches-publics-guides-tres-pratiques-dematerialisation-56259.php

Certificats d'économie d'énergie (CEE) : le Conseil d'État retoque le dispositif de lutte contre la fraude - 2 mai 2019

Dans le cadre de l'examen du projet de loi Energie & Climat, le Conseil d'Etat s'est penché sur l'intensification de lutte contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie et a écarté le dispositif proposé par le gouvernement. Les raisons avancées : un manque de précision des objectifs et des obligations dévolues à chacun (organisme de contrôle, ministère et personne contrôlée). L'exécutif dispose désormais de quelques semaines pour remanier son projet de loi et éclaircir toutes les imprécisions constatées.

Source :

- > www.batiactu.com/edito/conseil-etat-retoque-dispositif-lutte-contre-fraude-56302.php

Accessibilité : des modifications pour les habitations collectives ou individuelles et les établissements recevant du public (ERP) - 2 mai 2019

L'arrêté du 27 février 2019 modifie :

- l'arrêté du 25 décembre 2015 sur l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles : modification des dimensions des « sas d'isolement » dans le cas d'un risque incendie. L'espace intérieur face à l'entrée du sas prévoit 1,20m x 2,20 m de dimensions, et 1,20 m x 1,70 m pour l'espace extérieur. Dans le sas d'isolement, un espace de manœuvre avec possibilité de demi-tour est prévu hors débâtements simultanés des portes. Cette disposition entrera en vigueur pour les documents d'urbanisme déposés à partir du 1^{er} juillet 2019.
- l'arrêté du 8 décembre 2014 sur les ERP déjà bâtis : pour les restaurants et les débits de boissons, les autres allées que celles considérées comme structurantes, doivent présenter une largeur au moins égale à 0,60m.
- l'arrêté du 20 avril 2017 concernant les ERP en cours de construction ou d'aménagement qui, pour sa part, ne subit que des modifications de forme.

Source :

- > www.batiactu.com/edito/accessibilite-un-arrete-modifie-habitations-et-locaux-56303.php

Réglementation thermique des bâtiments existants : mise à jour de la fiche d'application « Calcul de la valeur d'un bâtiment » - 16 mai 2019

La fiche d'application « Calcul de la valeur d'un bâtiment » précise les modalités de calcul de la valeur d'un bâtiment telle que définie à l'article 3 de l'arrêté du 13 juin 2008 et conformément à l'arrêté du 20 décembre 2007. Elle présente d'une part les modalités d'actualisation de la valeur d'un bâtiment et d'autre part le calcul de cette valeur pour les bâtiments multi-usages. Cette mise à jour permet de prendre en compte les valeurs pour l'année 2019.

Source :

- > www.rt-batiment.fr/batiments-existants/rt-existant-globale/documents-dapplication.html

A télécharger :

- > « Calcul de la valeur d'un bâtiment » :
www.rt-batiment.fr/documents/rtexistant/fiches_applications/20190515_FA_calcul_valeur_b%C3%A2timent_RTExistant_v1.8.pdf

Sécurité incendie : le décret régissant les travaux de pose d'isolation thermique par l'extérieur (ITE) sur des immeubles de moyenne hauteur (IMH) a été publié - 18 mai 2019

Pour éviter que des matériaux placés en façade, dans le cadre d'une ITE, ne servent de carburant et participent à augmenter la puissance du feu, les pouvoirs publics ont décidé de proposer deux solutions : soit le système de façade est constitué de matériaux « pratiquement incombustibles » ; soit le système est constitué de matériaux pratiquement incombustibles, « à l'exception d'un sous-ensemble protégé par un écran thermique ». Dans ce dernier cas, « l'efficacité de ce système de façade est appréciée par un laboratoire ou par un groupe de laboratoires agréés en réaction et en résistance au feu par le ministre de l'Intérieur ».

Les modalités techniques seront précisées par arrêté conjoint. Ce texte s'appliquera dès qu'une seule façade sera concernée par les travaux et mettra en œuvre des matériaux susceptibles de concourir au risque incendie. Ces nouvelles dispositions s'appliqueront pour les projets dont la demande de permis de construire ou la déclaration préalable sera déposée à partir du 1^{er} janvier 2020.

Source :

> www.batiactu.com/edito/securite-incendie-imh-ce-que-dit-decret-56455.php

A télécharger :

> « Décret n°2019-461 du 16 mai 2019 relatif aux travaux de modification des immeubles de moyenne hauteur » : www.legifrance.gouv.fr/lopdf.do?id=JORFTEXT000038480565

/// SOMMAIRE ///

/// NORMES - LABELS - DEMARCHES ///

Effinergie publie le tableau de bord de la certification du 1^{er} trimestre 2019 - Avril 2019

Au 1^{er} trimestre 2019, plus de 4 300 logements, répartis sur une centaine d'opérations, sont concernés par un label Effinergie 2017. Ils visent principalement les labels BBC Effinergie 2017 (56%) et Bepos Effinergie 2017 (47%). En tertiaire, 726 340 m² de bâtiments sont en cours de labellisation Effinergie 2017. Le label Bepos Effinergie 2013 regroupe, quant à lui, près de 3 000 logements en France. Enfin, plus de 57 000 logements et 3 millions de m² de tertiaire sont concernés par le label Effinergie+. Ce sont principalement des logements collectifs et des bâtiments de bureaux. Du côté de la rénovation, le 1^{er} trimestre 2019 confirme la tendance observée lors des deux dernières années : le nombre de logements rénovés par opération et le nombre d'opérations sont en forte croissance. Plus de 34 000 logements par an sont concernés par une rénovation BBC.

Source :

> www.observatoirebbc.org/statistiques/tableaux-de-bord

Le FCBA vient de lancer « CTB Composants & Systèmes bois » : une marque de certification unique pour tous les éléments de structure bois - 10 mai 2019

Cette nouvelle marque de certification sera valable pour tous les éléments de structure bois. L'objectif est de simplifier la certification CTB. Plus lisible et plus porteuse, « CTB Composants & Systèmes Bois » réunit le périmètre initialement couvert par la certification « CTB Éléments de structure » et les conventions de contrôle dédiées aux produits innovants dans ce domaine. Toute la chaîne de production du bois construction est ainsi couverte, de la 1^{ère} transformation du matériau, jusqu'à sa préservation.

Source :

> www.batiactu.com/edito/marque-unique-certification-structure-bois-56380.php

/// SOMMAIRE ///

/// MATERIAUX - PRODUITS - TECHNIQUES ///

A lire : « ADEME & Vous Le Mag : produits biosourcés, l'heure de la maturité ? » - Mai 2019

Et si le monde du vivant offrait une alternative aux ressources fossiles pour répondre aux défis environnementaux actuels ? Telle est la conviction des acteurs de la bioéconomie qui misent plus particulièrement sur les matières premières renouvelables pour la chimie et la production de matériaux innovants. Ce dossier ADEME & Vous dresse un panorama d'une filière de plus en plus mature.

Source :

> www.ademe.fr/ademe-mag

A télécharger :

> « ADEME & Vous Le Mag N°125 » : www.ademe.fr/resource-archive/299702

Cinq des six « guides de bonnes pratiques de la construction en terre crue » viennent de paraître - 2 mai 2019

Viennent de paraître les guides traitant de la bauge, de l'enduit en terre, du pisé, de la terre allégée et du torchis. Le guide traitant de la brique de terre crue paraîtra quant à lui prochainement. Rédigés sous la direction collective d'ARESO, de l'ARPE Normandie, d'AsTerre, d'ATOUTERRE, de la CAPEB, du CTA, de la FFB, de la FEDESCOP BTP, des Maisons Paysannes de France, du Réseau Ecobâtir et de TERA, ces guides sont des documents normatifs. Ils constituent une référence pour l'ensemble des professionnels. Ils proposent un état des connaissances sur les pratiques et les mises en œuvre diverses, reconnues et validées par les praticiens du bâtiment.

Source :

> www.envirobat-oc.fr/Guides-de-bonnes-pratiques-de-la-construction-en-terre-crue

A télécharger :

> « Guide des bonnes pratiques de la construction en terre crue » : www.areso.asso.fr/IMG/pdf/GBP_CTC_2018_web.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// OUTILS - METHODOLOGIES ///

Le Cerema met à disposition un cahier des charges type pour l'évaluation environnementale d'un Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) - 19 avril 2019

Destiné aux Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), en particulier ceux qui ne disposent pas de compétences en matière d'évaluation environnementale, ce cahier des charges détaille chaque étape de la démarche d'évaluation environnementale et précise son intégration dans l'élaboration du PCAET. Il est adaptable aux spécificités de chaque EPCI et à sa démarche d'élaboration du PCAET (gouvernance, étapes de réalisation, ...).

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/plan-climat-air-energie-territorial-pcaet-cahier-charges-0

A télécharger :

> « Cahier des charges type pour l'évaluation environnementale d'un Plan Climat-Air-Energie Territorial » : www.cerema.fr/system/files/documents/2019/04/cerema_modelecctp_ees_pcaet_vf.odt

Un portail Internet pour accompagner les professionnels du bâtiment sur le BIM et les nouveaux outils numériques - 15 mai 2019

Destiné aux TPE-PME qui envisagent de passer au BIM et s'interrogent sur la bonne méthode à suivre, le portail www.batiment-numerique-bimpourtous.fr propose des « valises de sensibilisation » contenant des posters, des infographies, des brochures, ainsi qu'une cinquantaine de retours d'expériences de professionnels en vidéos. Le site s'enrichira dans les prochaines semaines de nouveaux contenus.

Source :

> www.architectes.org/actualites/lancement-du-site-batiment-numerique-bimpourtousfr

/// SOMMAIRE ///

/// ECONOMIE - INCITATIONS FINANCIÈRES ///

Vient de paraître : « L'économie circulaire en 10 questions - Vers un modèle plus vertueux pour l'homme et la planète » - Mars 2019

Aujourd'hui, il est nécessaire et possible de changer de modèle, en limitant notre consommation, en utilisant le moins de ressources possibles, en réutilisant et recyclant ce qui peut l'être, en ne produisant plus pour jeter rapidement. On passe ainsi à une économie « circulaire ». Cette transformation s'accompagne de nombreux avantages sociaux, avec la création d'emplois et le développement d'initiatives locales qui renforcent les liens entre les acteurs, partout sur les territoires. Destiné au grand public, ce guide pratique de l'ADEME fait le point sur ces nouveaux usages à travers dix questions, parmi lesquelles : pourquoi notre mode de consommation pose problème ? Où en sont les stocks de ressources naturelles ? Peut-on réduire les impacts environnementaux des produits ? Est-on capable de recycler tous nos déchets ? L'économie circulaire peut-elle rendre le monde plus juste et solidaire ? Quelles actions engager pour changer de modèle ?

Source :

> www.ademe.fr/leconomie-circulaire-10-questions

A télécharger :

> « L'économie circulaire en 10 questions - Vers un modèle plus vertueux pour l'homme et la planète » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/guide-pratique-economie-circulaire-10-questions.pdf

L'Anah simplifie l'accès à ses aides pour la rénovation - 19 avril 2019

L'Agence nationale de l'habitat (Anah) s'est engagée dans un processus de modernisation pour renforcer son efficacité, améliorer la visibilité de ses aides et simplifier les démarches de ses bénéficiaires. A ce titre, elle a refondu son site internet et rebaptisé ses aides pour qu'elles soient mieux comprises. L'Anah mettra également en place, dans les prochaines semaines, un guichet unique qui prendra la forme d'une plateforme numérique permettant au propriétaire d'être informé et accompagné dans un projet d'investissement locatif ou d'amélioration de son logement.

Sources :

> www.batiactu.com/edito/renovation-anah-simplifie-acces-a-ses-aides-56193.php

Révision des plafonds des primes « Coups de pouce » - 26 avril 2019

Les plafonds des primes « Coups de pouce » mis en place par le gouvernement début 2019 dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie ont été revalorisés le 1^{er} avril 2019. Ces primes constituent une aide à la réalisation de travaux : remplacement de chaudières au fioul et des vieilles chaudières à gaz par des chaudières à bois, gaz très haute performance ou par des pompes à chaleur (« Coup de pouce chauffage ») ou isolation des combles, toitures et planchers bas (« Coup de pouce Isolation »).

Source :

> www.precaire-energie.org/Revision-des-plafonds-pour-beneficier-des-primes-Coups-de-pouce-bonifiees.html

La Banque des Territoires réaffirme son soutien aux acteurs du logement social - 13 mai 2019

La Banque des Territoires renouvelle son soutien pour la construction neuve et la réhabilitation du parc des logements sociaux avec le déploiement de 5 Md€ de prêts et 800 M€ de fonds propres. Ce nouveau dispositif répond à plusieurs enjeux : apport au secteur du logement social d'une visibilité sur 4 à 5 ans, offre d'une palette d'outils pour répondre à chaque besoin, soutien à l'investissement des bailleurs et garantie de la solvabilité du secteur.

Source :

> <https://batijournal.com/la-banque-des-territoires-reaffirme-son-soutien-aux-acteurs-du-logement-social/102069>

/// SOMMAIRE ///

/// IMMOBILIER ///

Vacance des logements : les élus font le pari de la rénovation énergétique - 25 avril 2019

Afin de lutter contre le nombre grandissant de logements vacants (environ 3 millions de logements privés à l'échelle nationale, soit 8% du parc privé national), certains élus tentent de mobiliser les propriétaires et de donner un premier élan. Si certaines communes s'en remettent à l'État à travers le programme Action Cœur de Ville et le dispositif Denormandie dans l'ancien, d'autres se tournent vers d'autres voies. C'est par exemple le cas de la ville de Colmar (8,8% de logements vacants en 2013) qui a choisi d'inciter les propriétaires à entreprendre des rénovations énergétiques en associant une Opération programmée d'amélioration de l'habitat (Opah), des incitations assez fortes et une taxe sur la vacance. De son côté, la ville de Vichy (14% du parc locatif vacant) fait, quant à elle, le pari de la plateforme de location saisonnière Airbnb avançant que « ce type de location permet de rénover un certain nombre de logements, et pour certaines copropriétés de retrouver une certaine attractivité économique ».

Source :

> www.batiactu.com/edito/vacance-logements-un-phenomene-qui-ne-chome-pas-56241.php

Marché de l'immobilier ancien : un environnement économique favorable mais des disparités géographiques très importantes - 25 avril 2019

Selon la dernière note de conjoncture immobilière des Notaires de France, l'année 2018 s'est soldée à 970 000 transactions dans l'immobilier ancien en région, soit à peu près le même niveau qu'un an auparavant (968 000 ventes enregistrées en décembre 2017). Du côté des prix, ils augmentent de 4,4% sur un an pour les appartements et de 2,4% pour les maisons. Les Notaires soulignent une fois de plus le lien entre marché du logement et marché de l'emploi pointant que les « écarts continuent de se creuser entre les secteurs très recherchés, parce que très dynamiques au niveau de l'emploi, et les autres ».

Source :

> www.batiactu.com/edito/immobilier-fracture-entre-deux-france-s-affirme-un-56245.php

Les constructions de logements poursuivent leur baisse - 29 avril 2019

A la fin du mois de mars 2019, les autorisations de logements ont diminué de 0,9% par rapport à janvier 2019 : -3,6% pour les logements individuels et +1% pour les logements collectifs (y compris en résidence). Les mises en chantiers ont pour leur part enregistré un recul de 4,6%, (-0,5% pour l'individuel et -7,2% pour le collectif). Sur un an, les autorisations de logements ont diminué de 8,2% (-9,6% pour l'individuel et -3% pour l'individuel groupé), pendant que les mises en chantiers ont reculé de 5,2% (-7,4% pour l'individuel et -3,7% pour le collectif). Toutes les régions accusent le coup, à l'exception de la Nouvelle-Aquitaine, de la Corse et des Outre-Mer.

Source :

> www.batiactu.com/edito/fin-mars-2019-constructions-logements-poursuivent-leur-56276.php

En avril 2019, les taux des crédits immobiliers se sont établis à 1,35% en moyenne - 6 mai 2019

Depuis un an, les taux des crédits immobiliers ont diminué de 13 points. En avril 2019, ils sont descendus à 1,35%, soit une baisse de quatre points par rapport au mois dernier. Ce nouveau recul rapproche un peu plus ces taux de leur minimum historique de novembre 2016 (1,33%). Malgré des taux de crédit au plus bas, la durée des prêts se maintient à un niveau élevé (227 mois) et l'apport personnel des ménages diminue (-10,1 % depuis le début de l'année).

Source :

> www.batiactu.com/edito/taux-credits-immobiliers-proches-battre-un-record-56342.php

Les primo-accédants, premiers bénéficiaires de la baisse des taux de crédits - 13 mai 2019

Selon l'entreprise française de courtage immobilier Cafpi, le marché immobilier est principalement porté par les primo-accédants, dont la présence au sein de la clientèle Cafpi ne cesse de croître pour atteindre 63% au mois d'avril. Au mois d'avril, les crédits négociés par la Cafpi ont battu des records. Les taux les plus bas ont atteint 0,60% sur 10 ans et 0,85% sur 15 ans, soit cinq points de moins qu'en octobre 2016. Selon le courtier immobilier, l'écart entre les taux les plus bas et les plus hauts se resserre, signe d'une « réelle volonté » des banques d'attirer une clientèle moins aisée, qui emprunte sur des durées plus longues.

Source :

> www.batiactu.com/edito/primo-accedants-premiers-beneficiaires-baisse-taux-56394.php

Au 1^{er} trimestre 2019, le ministère de la Cohésion des territoires recense 23 900 logements neufs mis en vente, soit une baisse de -30,9% par rapport au niveau de début 2018. Cette chute est particulièrement visible dans le secteur de la maison individuelle, qui s'affaisse de -33,2% entre le quatrième trimestre 2018 et ce début d'année, tandis que les mises en vente d'appartements baissent de -8,8%. En glissement annuel, le repli est moins important : -11,9% entre avril 2018 et mars 2019 par rapport au douze mois précédents. Si l'offre s'affaiblit, la demande reste constante. Depuis le début de l'année, un peu plus de 30 000 logements ont été vendus, en très légère baisse (-0,4%) par rapport au premier trimestre de l'année 2018. Ce maintien de la demande s'explique notamment par les taux d'intérêt au plus bas sur les crédits immobiliers. Ils viennent notamment contrebalancer la hausse, faible mais constante, des prix des logements neufs (+3,1% pour le collectif et +3,7% pour les maisons individuelles).

Source :

> www.batiactu.com/edito/mises-vente-logements-neufs-continuent-baisser-56421.php

/// SOMMAIRE ///

/// EDUCATION - FORMATION - DOCUMENTATION ///

Une formation dédiée à la rénovation énergétique en copropriété ouvre ses portes au sein de l'Ecole supérieure de l'immobilier - 7 mai 2019

L'Ecole supérieure de l'immobilier, rattachée à la Fédération nationale de l'immobilier (Fnaim), ouvre une filière de « qualification éco-rénovation énergétique » à compter du 4 juin prochain. L'objectif de cette formation qui s'étend sur 3 jours est de « former les syndics à la rénovation énergétique dont les travaux permettront aux copropriétaires de faire des économies, de gagner en confort, tout en valorisant leur patrimoine ». Au programme : outils de conduite d'un projet d'éco-rénovation d'une copropriété, connaissances liées à la gestion technique des immeubles et présentation des instruments de la décision d'une rénovation.

Source :

> www.batiactu.com/edito/formation-a-renovation-energetique-professionnels-immobiliers-56353.php

MOOC « Villes et Territoires Durables » : formez-vous à l'urbanisme de demain ! - 9 mai 2019

L'ADEME lance, en partenariat avec le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), les inscriptions au MOOC « Villes et territoires durables », qui débutera le 17 juin. Ce cours en ligne gratuit a été conçu spécialement pour les agents des collectivités territoriales et les décideurs, mais toute personne intéressée par le sujet peut le suivre. Organisé en trois séquences, le MOOC aborde les enjeux de l'aménagement urbain et des innovations qui pourront rendre nos villes plus durables et contribuer à la lutte contre le changement climatique. Les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 12 juin prochain.

Source :

> www.ademe.fr/actualites#actualite-299687

L'Union des entreprises de proximité a annoncé la pérennité des financements de la formation des artisans pour l'année 2019 - 17 mai 2019

L'Etat a annoncé à l'Union des entreprises de proximité (U2P) qu'il allait verser les fonds nécessaires au financement de la formation des chefs d'entreprises artisanales pour l'année en cours. Pour rappel, le dispositif était bloqué depuis mars dernier.

Source :

> www.batiactu.com/edito/formation-artisans-sera-assuree-2019-56451.php

/// SOMMAIRE ///

/// RÉALISATIONS ///

Un premier programme certifié « NF Habitat HQE Ville de Paris » - 23 avril 2019

Un programme de 22 appartements situé rue de Charenton, conçu par Avenier Cornejo architectes et construit par Tempère Construction pour le compte du bailleur Habitat Social Français, a été certifié « NF Habitat HQE Ville de Paris ». L'immeuble, qui a atteint le niveau « Excellent » de la certification, soit 9 étoiles dans le système de notation, associe :

- qualité de vie au service du confort et du bien-être des occupants : matériaux étiquetés A+, ouvertures dans les salles de bain, lumière naturelle dans les parties communes, etc. ;
- respect de l'environnement : installation d'un système de récupération d'énergie sur le dispositif de freinage de l'ascenseur et d'un système de récupération de chaleur sur les eaux grises, etc. ;
- performance économique : le bâtiment a obtenu la note A dans l'indicateur « Coût d'entretien et durabilité de l'enveloppe » ;
- performance énergétique (C_{ep} de 45kWh/an/m²).

C'est également la première opération labellisée BEPOS Effinergie sur le territoire parisien. Pour mener à bien ce projet, la Ville de Paris et CERQUAL ont adapté NF Habitat – NF Habitat HQE au contexte territorial spécifique parisien, et développé le référentiel « NF Habitat HQETM Ville de Paris » pour la construction.

Source :

> <https://batijournal.com/le-premier-programme-certifie-nf-habitat-hqe-ville-de-paris/101977>

Le réseau BRUDED publie « 22 retours d'expériences pour des bâtiments publics durables et sains » - Avril 2019

Comment s'y prendre pour porter un projet de construction ou de rénovation durable et saine d'un bâtiment public, tout en maîtrisant les coûts d'investissement et de fonctionnement ? À partir de 22 expériences, le réseau BRUDED (Bretagne rurale et urbaine pour un développement durable) a mis en lumière plusieurs points d'attention à prendre en compte lors des quatre grandes étapes d'un projet : premières démarches et programmation, conception, chantier et fonctionnement.

Source :

> www.bruded.fr/22-retours-d-experiences-pour-des-batiments-publics-durables-et-sains/

A télécharger :

> « 22 retours d'expériences pour des bâtiments publics durables et sains » :
www.bruded.fr/wp-content/uploads/2019/04/bruded_doc-mut_btiments-durables_2019_bd-sans-marges.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// PROFESSIONNELS - ENTREPRISES ///

Croissance dans le secteur de l'artisanat du bâtiment, l'année 2019 devrait se solder par une faible amélioration - 19 avril 2019

C'est le constat de la Capeb qui prévoit un timide +0,5% pour l'année 2019 (-0,5% dans le neuf, +1% dans l'entretien-amélioration).

Source :

> www.batiactu.com/edito/2019-croissance-molle-artistes-batiment-56194.php

La croissance dans l'artisanat du bâtiment se maintient au 1^{er} trimestre 2019 - 29 avril 2019

Selon les chiffres de la Capeb, l'activité est notamment marquée par le dynamisme des travaux d'amélioration et de rénovation (+1,5%). Le volume des travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL) affiche également une croissance de 1,5%. L'emploi se stabilise dans les entreprises de moins de 20 salariés (+1,3% en 2018). Tous les corps de métiers profitent de la hausse de l'activité. La maçonnerie, l'aménagement-décoration-plâtrerie et l'électricité enregistrent une croissance de 2,5%.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/la-capeb-presente-les-indicateurs-du-batiment-pour-le-1er-trimestre-2019.html

L'Union européenne met en demeure la France de réformer le label RGE - 30 avril 2019

Pour la Commission européenne, le label Reconnu garant de l'environnement (RGE) impose des conditions trop restrictives aux prestataires de services et a des répercussions négatives disproportionnées sur les prestataires de services provenant d'autres États membres. L'Institution considère donc qu'il constitue une forme de distorsion de concurrence. La Commission considère, en outre, que les conditions de certification, telles que l'expérience antérieure dans le domaine ou la durée limitée de la certification, sont contraires aux règles européennes en matière de services. L'institution appelle donc la France à réformer le label, faute de quoi elle s'expose à recevoir un « avis motivé » ; l'étape suivante étant la saisie de la cour de Justice européenne.

Une décision qui suscite de nombreuses réactions, notamment celle d'Alain Maugard, président de Qualibat et copilote du plan de rénovation énergétique des bâtiments, qui estime que cette décision va à l'encontre de l'un des objectifs du plan de rénovation énergétique des bâtiments : celui de fiabiliser et renforcer ce dispositif censé assurer de la qualité d'intervention d'une entreprise de construction. Des arguments repris par l'association Qualit'EnR qui rappelle que ce dispositif « a précisément été créé en application de la directive européenne EnR (2009/28/CE) » et que « les critères ne sont pas discriminants mais adaptés au contexte national ».

Sources :

> www.batiactu.com/edito/europe-met-demeure-france-reformer-label-rge-56242.php

> www.batiactu.com/edito/dispositif-rge-pas-discriminant-mais-adapte-au-contexte-56289.php

Les créations d'entreprises dans le BTP toujours en hausse - 16 mai 2019

Selon les derniers chiffres de l'Insee, les créations d'entreprises dans le secteur de la construction ont baissé de 0,7% entre mars et avril 2019 (de 6 085 à 6 044 unités), mais ont bondi de 9,9% sur trois mois annuel glissants et de 10,6% sur douze mois.

Source :

> www.batiactu.com/edito/creations-entreprises-dans-btp-toujours-hausse-56434.php

La profession d'architecte en Europe : le Conseil des Architectes d'Europe publie les résultats de son enquête biennale - 30 avril 2019

Basée sur les réponses de 30 000 architectes de 30 pays européens, l'enquête du Conseil des Architectes d'Europe recueille et analyse des données statistiques, sociologiques et économiques sur les architectes européens, le marché de l'architecture et les agences d'architecture. Elle permet d'établir des comparaisons pertinentes entre les pays européens et ainsi de donner un nouvel éclairage sur les situations nationales. Elle aide à mieux comprendre comment la profession a été affectée et transformée par la crise économique et offre une image précise de la nouvelle réalité à laquelle la profession d'architecte est confrontée.

Source :

> www.architectes.org/actualites/la-profession-d-architecte-en-europe-etude-cae-2018

/// SOMMAIRE ///

/// FILIÈRES - PRESTATAIRES ///

Connaître les énergies renouvelables : le Cerema lance une nouvelle série de 7 fiches pratiques - 2 mai 2019

Le Cerema lance une nouvelle série de 7 fiches pour présenter les aspects techniques, juridiques et économiques des différentes filières d'énergies renouvelables. Les trois premières fiches disponibles en ligne portent sur la biomasse solide, l'éolien terrestre et le photovoltaïque. Les quatre prochaines traiteront du biogaz, du solaire thermique, de la géothermie et des réseaux de chaleur.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/connaître-energies-renouvelables-fiches-pratiques-du-cerema

A télécharger :

> « Connaître les énergies renouvelables » : www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/connaître-energies-renouvelables

Vient de paraître : « Réseaux de chaleur et de froid, état des lieux de la filière : marchés, emplois, coûts » - 6 mai 2019

Etat des lieux détaillé de la filière des réseaux de chaleur et de froid, cette étude de l'ADEME dresse un bilan de l'écosystème des acteurs en présence et fournit une évaluation des retombées socio-économiques actuelles en termes d'activités économiques, d'emplois et de coûts. Bien que l'étude apporte des éclairages sur l'ensemble des maillons de la chaîne de valeur depuis la production jusqu'à la distribution de chaleur, l'accent est notamment mis sur la distribution primaire de chaleur.

Source :

> <https://presse.ademe.fr/2019/05/etude-les-reseaux-de-chaleur-et-de-froid-un-secteur-createur-demplois-qualifies.html>

A télécharger :

> « Réseaux de chaleur et de froid, état des lieux de la filière : marchés, emplois, coûts » : www.ademe.fr/sites/default/files/assets/documents/reseau-de-chaleur-etat-des-lieux-filiere_2019.pdf

Matériaux de construction : les résultats du mois de mars confirment la reprise de l'activité dans le secteur - 9 mai 2019

Selon les chiffres de l'Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (Unicem), les livraisons de granulats ont augmenté de 1,2% en mars 2019 par rapport à février, et de 9,6% en comparaison au mois de mars 2018. Le premier trimestre de l'année 2019 aura donc vu l'activité granulats croître de 2,9% par rapport au trimestre précédent, et même de 7,6% sur 12 mois. Et depuis un an, l'Unicem constate que la production de granulats a enregistré une hausse de 3,4%.

Le béton prêt-à-l'emploi (BPE) profite lui aussi de chiffres positifs : bien que son activité ait marqué le pas en mars 2019, reculant de 1,2%, la progression est tout de même de 7,7% en comparaison au mois de mars 2018. Les trois premiers mois de l'année 2019 ont ainsi permis au BPE de croître de 2,1% par rapport au 4^{ème} trimestre 2018 ; ce dernier a aussi bondi de 12,9% au regard de la même période, un an auparavant. Cumulée sur 12 mois, la production de BPE se chiffre à +6,8%.

Source :

> www.batiactu.com/edito/materiaux-construction-premier-trimestre-2019-est-au-56363.php

Récupération des déchets du BTP : 48% des adhérents de la Fédération du Négoce et des Matériaux de construction (FNBM) offrent une, voire plusieurs, solution(s) de reprise des déchets - 9 mai 2019

Selon une récente enquête de la FNBM, sur les 2 675 réponses reçues, 44% des distributeurs de matériaux (1 975 négoce) ont signé une convention avec un opérateur privé spécialisé dans le déchet, tandis que seulement 125 ont opté pour la mise en place d'une déchèterie professionnelle directement sur le site. Parmi les alternatives les plus fréquentes : la mise à disposition d'un big-bag au sein du magasin (20%), la collecte sur le chantier du client (18%) et la mise à disposition de bennes sur le point de vente (11%). Seul 3% des négociants sous-traitent la prise en charge des déchets avec un opérateur public.

Source :

> www.batiweb.com/actualites/vie-des-societes/les-negoces-de-materiaux-s-impliquent-pour-la-recuperation-des-dechets-du-btp-2019-05-09-34606

Baisse des ventes d'appareils domestiques de chauffage au bois - 16 mai 2019

Selon la dernière étude de l'Observatoire des énergies renouvelables (Observ'ER), le marché français des appareils domestiques de chauffage au bois a connu en 2018 une baisse de 1,5% par rapport à 2017, avec 378 980 unités vendues. En 2017, le marché était pourtant reparti à la hausse avec une croissance de 12% des ventes. L'engouement des particuliers pour les poêles et les chaudières à granulés bois a permis de tirer le marché vers le haut l'an dernier. Les ventes des appareils à granulés ont progressé de 13% en 2018 (168 575 unités vendues), à l'inverse des appareils à bûches, dont les ventes ont été en recul de 11% en 2018 (210 405 unités vendues). Les ventes des appareils de chauffage au bois dans les bâtiments existants ont représenté près de 85% du marché. Les dispositifs publics d'aides (crédit d'impôt transition énergétique, etc.) au renouvellement ou à l'installation d'équipements de chauffage au bois ont soutenu les ventes de ces appareils.

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/Appareils-chauffage-bois-marche-legere-baisse-2018-33444.php4

Isolation par l'extérieur (ITE) : le secteur de la rénovation se porte bien - 16 mai 2019

Le marché de l'enduit sur isolant a crû en 2018, jusqu'à représenter 11,4 millions de m², soit une hausse de 5%. C'est ce qui ressort de la dernière étude publiée par le groupement du Mur manteau. Les industriels du secteur se félicitent notamment d'une forte croissance au second semestre, de +9,5% ; une tendance qui se confirme sur les premiers mois de l'année 2019. Les raisons de ce climat favorable : des clients qui ont davantage intégré des travaux d'isolation embarqués dans des projets de ravalement, notamment en copropriétés.

En matière de solutions techniques, le Mur manteau constate un dynamisme au sein des enduits de façades. Dans les couches de base, qui recouvrent l'isolant, les produits hydrauliques se développent de manière très importante. Du côté des isolants mis en œuvre, la progression des isolants laines minérales est plus marquée que celle des solutions polystyrène. Le groupement note également une hausse de l'emploi d'isolants biosourcés et à haute performance, notamment en zones rurales.

Source :

> www.batiactu.com/edito/conjoncture-ite-2018-56427.php

/// SOMMAIRE ///

/// BÂTIMENT - ENERGIE ///

Les logements en location dans le privé, point dur de la rénovation énergétique ? - Avril 2019

C'est la question à laquelle Gaëtan de Brisepierre, sociologue indépendant, spécialisé sur la transition énergétique, l'habitat et l'environnement, a tenté de répondre dans le cadre d'une contribution faite au groupe de travail « Parc locatif privé et rénovation énergétique » du Plan Bâtiment Durable. Pourquoi s'intéresse-t-on à ce sujet aujourd'hui ? Comment se positionnent les bailleurs privés vis-à-vis de la rénovation énergétique ? Les professionnels de l'immobilier ont-ils un rôle à jouer ? Comment les locataires peuvent-ils aussi être mobilisés ?

Source :

> <https://gbrisepierre.fr/article-les-logements-en-location-dans-le-privé-point-dur-de-la-renovation-energetique-politique-du-logement-2019/>

THESE : « Évaluation expérimentale et par simulation des performances thermiques de techniques passives appliquées aux toitures pour le rafraîchissement des bâtiments en climat chaud » - Avril 2019

Le bâtiment est l'un des secteurs les plus consommateurs d'énergie et producteurs de CO₂ au monde. Au Maroc, ce secteur représente actuellement 33% de la consommation totale d'énergie à l'échelle nationale. Le nouveau règlement thermique au Maroc vise à introduire des pratiques éco-énergétiques dans ce secteur pour réduire ces consommations. C'est dans ce contexte que se situe cette thèse de doctorat dont l'objectif est d'évaluer la capacité de rafraîchissement de quelques techniques passives (peinture blanche, ombrage et isolation thermique) pour la protection solaire des toitures et de montrer l'importance de l'utilisation des matériaux naturels locaux dans le climat chaud et semi-aride de Marrakech.

Source :

> www.theses.fr/2018LAROS021

Bâtiments de bureaux : la DREAL Pays de la Loire et le Cerema proposent deux outils méthodologiques pour définir des actions de performance énergétique - 5 avril 2019

La DREAL Pays de la Loire et le Cerema ont développé deux outils méthodologiques pour aider les services techniques immobiliers :

- une fiche projet Energie qui comprend une grille de visite pour relever la situation actuelle des postes sur lesquels des gains sont envisageables ;
- un recueil de fiches actions dont les temps de retour sur investissement sont a priori relativement faibles (< 15 ans). Ce recueil contient une quarantaine de fiches proposant des actions à faible investissement pour réduire la consommation énergétique des bâtiments tertiaires.

Ces outils ont fait l'objet de tests sur 5 bâtiments de l'État en région Pays de la Loire. Ils sont utilisés pour la mise en place d'une programmation pluriannuelle énergétique des bâtiments de l'État, mais peuvent être utilisés pour d'autres bâtiments également.

Source :

> www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr/batiments-de-bureaux-outils-methodologiques-pour-a4688.html

Gestion du patrimoine immobilier : le Cerema publie un guide pour diminuer la consommation énergétique des bâtiments - 15 avril 2019

Destiné principalement aux gestionnaires de bâtiments tertiaires, ce guide présente les principales actions à mener, dans le cadre d'une stratégie d'intervention rapide et avec un budget contraint, afin de réduire la consommation énergétique des bâtiments. Les actions proposées portent sur trois axes : actions avec les occupants, optimisation des installations techniques et amélioration des installations techniques par de petits travaux.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/diminuer-consommation-energetique-batiments-actions-simples

A télécharger :

> « Diminuer la consommation énergétique des bâtiments » : www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/diminuer-consommation-energetique-batiments

Rénovation énergétique : lancement du programme du programme « PROFEEL » pour booster l'innovation - 29 avril 2019

Lauréat de l'appel à programmes lancé par l'État dans le cadre du dispositif des Certificats d'économie d'énergie, le PROgramme de la Filière pour l'innovation en faveur des Économies d'Énergie dans le bâtiment et le Logement (PROFEEL) porté par le CSTB et l'AQC vise à stimuler l'innovation et la démocratiser auprès de tous les acteurs au travers d'actions concrètes et opérationnelles. Officiellement lancé le 26 avril 2019, PROFEEL est le fruit d'une mobilisation des organisations professionnelles du bâtiment (AIMCC, Capeb, Fédération Cinov, CNOA, Coprec, FFA, FFB, FIEEC, ...). Le programme se compose de neuf projets qui viseront à développer des protocoles de mesures de la performance réelle des rénovations et des outils pratiques à destination des professionnels du bâtiment. Les actions devront produire leurs résultats d'ici au mois de juin 2021. Sa mise en œuvre engage environ 24,55 millions d'euros financés par les énergéticiens : EDF (40%), Total (30%), Engie (20%), Eni (5%) et CPCU Paris (5%).

Source :

> www.actu-environnement.com/ae/news/programme-cee-profeel-convention-ministere-ecologie-AQC-CSTB-33358.php4#xtor=RSS-6

La consommation d'électricité des ménages se stabilise depuis 2012 - 2 mai 2019

Si au début des années 1960, l'énergie électrique représentait 24% des dépenses des ménages en énergie hors carburants en valeur, elle représentait en 2016, 57% des dépenses énergétiques hors carburants. Depuis 2012, la consommation physique se stabilise. Le poids des usages spécifiques d'électricité, en constante hausse depuis les années 1960 (explosion du chauffage électrique dans les années 1970, arrivée massive des appareils électroménagers dans les foyers, démocratisation des ordinateurs, téléphones portables et consoles et jeux vidéo) n'augmente plus depuis la fin des années 2000. En 2016, la consommation d'électricité des ménages représentait 2,3% de leur budget de consommation, soit 960 euros en moyenne par ménage et par an.

Source :

> www.precarite-energie.org/Les-depenses-des-Francais-en-electricite-depuis-1960.html

A télécharger :

> « Les dépenses des Français en électricité depuis 1960 » : www.precarite-energie.org/IMG/pdf/ip1746.pdf

L'Agence Locale de l'Energie et du Climat MVE fait le bilan de l'expérimentation Pass'Réno Habitat 93 - 2 mai 2019

Créé en 2015, le dispositif Pass'Réno Habitat 93 visait à accompagner les particuliers dans leur projet de rénovation énergétique tout en mobilisant les professionnels locaux du bâtiment pour favoriser la construction d'une offre de marché. Expérimenté pendant 3 ans auprès de 81 particuliers et 52 entreprises, le dispositif livre aujourd'hui ses enseignements, parmi lesquels :

- le projet d'un particulier est d'autant plus ambitieux lorsqu'on lui propose des outils d'aide à la décision et qu'on l'accompagne tout au long de son projet,
- la réalisation d'un diagnostic préalable de rénovation énergétique à domicile est un élément décisif pour atteindre l'objectif d'une rénovation globale,
- lorsque la chaîne des acteurs est trop lente, le projet du particulier s'essouffle et risque d'être abandonné,
- aucun particulier n'a autofinancé le diagnostic préalable de rénovation énergétique à domicile ; ce qui confirme que sans un financement complémentaire, les propriétaires n'ont pas d'appétence à payer cette prestation,
- la majorité des professionnels du bâtiment ont une méconnaissance du rôle des Points Rénovation Info-Service et des structures telles que les ALEC ou même de l'Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat (ANAH)

Source :

> www.precarite-energie.org/Bilan-de-l-experimentation-Pass-Reno-Habitat-93.html

A télécharger :

> « Bilan PASS'Réno Habitat 93 » :

http://preprod.pass-habitat93.energissime.fr/fileadmin/sites/pass-habitat93/Documents/Bilan_PassReno_16pages-DEF-web.pdf

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France publie une étude sur les approches et dispositifs de lutte contre la précarité énergétique en Europe - 2 mai 2019

Trois types de politiques de lutte contre la précarité énergétique cohabitent en Europe : des politiques de régulation du marché, des politiques sociales d'aide au revenu qui ciblent rarement les ménages concernés et des politiques de rénovation, seules mesures considérées comme à même de protéger les ménages contre de futures hausses des prix, mais aussi de réduire leur consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre. Cette étude présente de manière détaillée les politiques de lutte contre la précarité énergétique menée dans 7 zones européennes : France, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Europe du Nord, Espagne, Europe du sud-est.

Source :

> www.precarite-energie.org/La-precarite-energetique-en-Europe-des-approches-et-des-dispositifs-varies.html

A télécharger :

> « La précarité énergétique en Europe : des approches et des dispositifs variés » :

www.iau-idf.fr/fileadmin/NewEtudes/Etude_1787/preca_Rapport_mars2019.pdf

L'ONPE publie le guide pratique « Comment mettre en œuvre des projets de lutte contre la précarité énergétique : bonnes pratiques et étapes clés » - 13 mai 2019

Ce guide pratique, qui s'adresse à tous les acteurs souhaitant porter ou développer un projet de prévention de la précarité énergétique sur leurs territoires, identifie 6 étapes clés essentielles au lancement et au bon déroulé d'un projet de lutte contre la précarité énergétique :

- réaliser un état des lieux de l'existant ;
- définir le positionnement stratégique du projet en fonction des besoins identifiés pour déterminer les leviers d'intervention à moyen et long terme ;
- concevoir un modèle économique approprié aux objectifs fixés et aux ressources mobilisables afin d'anticiper les investissements requis ;
- mettre en œuvre des dispositifs de gouvernance adaptés et bien dimensionnés en raison du nombre et de la diversité d'interlocuteurs impliqués sur la thématique ;
- favoriser l'appropriation du projet par ses bénéficiaires et ses participants dans un objectif de pérennisation du projet ;
- définir les indicateurs et critères de réussite et prévoir des dispositifs d'évaluation de l'efficacité du projet toujours vis-à-vis des objectifs fixés et de renforcer ou d'ajuster (le cas échéant) son mode d'action.

Source :

> www.precarite-energie.org/Guide-pratique-Comment-mettre-en-oeuvre-des-projets-de-lutte-contre-la.html

A télécharger :

> « Comment mettre en œuvre des projets de lutte contre la précarité énergétique : bonnes pratiques et étapes clés » :

www.precarite-energie.org/IMG/pdf/guide_me_thodologique_pre_carite_e_nerge_tique_onpe_vf.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// SANTÉ - HYGIÈNE - SÉCURITÉ ///

L'INERIS publie l'étude « Utilisation de produits ménagers et qualité de l'air intérieur : enjeux sanitaires liés à une séance de ménage, substances d'intérêt et bonnes pratiques » - 26 avril 2019

Sur la base de deux scénarios (une exposition courante, lié à un usage habituel, et une exposition majorante), cette étude regarde conjointement les effets d'une exposition chronique et ceux d'une exposition de courte durée. Dans le cas d'une exposition moyenne, aucune situation préoccupante n'est relevée. Par ailleurs, des indicateurs de risque montrent un dépassement pour une exposition de courte durée, pour l'acroléine et le formaldéhyde, de faible ampleur. Ces résultats mènent à recommander un usage modéré des produits ménagers : adapter les doses à la taille de la pièce, aérer les pièces pendant et après les séances de ménage, rincer les surfaces.

Source :

> www.ineris.fr/fr/ineris/actualites/utilisation-produits-menagers-qualite-air-interieur-enjeux-sanitaires-lies-seance

Amiante : une nouvelle vague de résultats de la campagne de mesurage Carto a été publiée - 6 mai 2019

L'OPPBT, la Direction générale du travail, l'INRS et le Cnam ont rendu public le 29 avril dernier un deuxième rapport sur leur campagne de mesurage d'empoussièrement des fibres d'amiante sur les chantiers, dénommée « Carto Amiante ». L'objectif de cette opération est de « mettre à disposition des donneurs d'ordre, des entreprises et des préventeurs une base de données de référence permettant de sélectionner les modes opératoires et les moyens de prévention adaptés aux travaux de construction les plus usuels en présence de matériaux amiantés ». Ainsi, à fin 2018, ce sont plus de 500 mesurages qui ont été réalisés. L'analyse des onze situations de travail – dont six nouvelles par rapport à la première édition – a permis d'identifier les opérations les plus génératrices de fibres d'amiante, à savoir le démontage de toiture en fibrociment (163,2 fibres par litre), de toiture en ardoise (55,4 f/L) et le démaillage de toiture (22 f/L).

Source :

> www.batiactu.com/edito/amiante-six-nouvelles-fiches-empoussierement-56290.php

L'Anses confirme la toxicité de la lumière bleue émises par les lumières LED - 14 mai 2019

Selon un récent avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses), publié le 14 mai dernier, la lumière bleue émise par les systèmes utilisant des diodes électroluminescentes (LED) a des effets nocifs sur l'acuité visuelle, le sommeil et l'environnement. Afin de limiter l'exposition à la lumière bleue, l'Anses estime qu'il est nécessaire de restreindre la mise sur le marché « grand public » des systèmes d'éclairage à LED et de n'autoriser que des LED ne présentant pas plus de risques liés à la lumière bleue que les éclairages traditionnels. L'Agence recommande en outre de réduire le niveau de modulation temporelle de la lumière émise par toutes les sources de lumières ; d'améliorer la connaissance des expositions de la population générale et professionnelle, ainsi que de l'environnement ; de caractériser les effets liés à la modulation temporelle des leds et de la phototoxicité à long terme ; et de préciser les relations entre l'exposition et la survenue des effets sanitaires.

Source :

> www.batiactu.com/edito/anses-confirme-toxicite-lumiere-bleue-emises-par-lumieres-56408.php

Santé et sécurité des artisans du BTP : une étude fait le point sur l'utilisation des outils numériques et matériels innovants - 15 mai 2019

Une étude menée par l'IRIS-ST, en partenariat avec la CAPEB, la CNATP et l'OPPBT, révèle que si les artisans du BTP utilisent massivement l'informatique pour la gestion de leur entreprise, et en particulier des devis et factures, ils sont encore très peu utilisateurs d'outils numériques en matière de santé et prévention des risques. 44% des chefs d'entreprises artisanales interrogés utilisent un outil en ligne pour réaliser l'évaluation des risques. 49% sont intéressés par des applications leur permettant de sensibiliser leurs salariés. 31% se sentent prêts à utiliser un exosquelette pour certaines de leurs activités de travail. 46% seraient intéressés pour utiliser des équipements de protection individuelle (EPI) ou des balisages connectés durant leur travail. 43% déclarent connaître l'outil d'évaluation des risques de l'OPPBT, monDocUnique Prem's, sorti en janvier 2018.

Source :

> http://veille.infometiers.org/dossier_filiere/batiment/actualite/artisanat-du-btp-utilisation-des-outils-numeriques-et-materiels-innovants-etude-irisst.html

A télécharger :

> « Utilisation des outils numériques et matériels innovants dans la mise en œuvre des questions de santé et de sécurité » : www.iris-st.org/upload/document/Etudes/Synthese-etude-outils-numeriquesV3-25042019.pdf

/// SOMMAIRE ///

/// AUTRES THÈMES ///

THESE : « Comment la maîtrise d'ouvrage urbaine conçoit-elle les choix d'aménagement ? - Avril 2019

Comment sont opérés les choix énergétiques dans les projets d'aménagement ? Cette question s'inscrit par ailleurs dans des préoccupations d'actualité. Face à la montée en puissance des enjeux environnementaux et plus particulièrement énergétiques dans la fabrique urbaine, le monde de l'aménagement cherche en effet à renouveler ses manières de faire. Cependant, la mise en œuvre de tels changements se heurte à une méconnaissance de la mécanique opérationnelle des projets d'aménagement. Dès lors, cette thèse s'est construite autour de la compréhension des mécanismes de production des choix d'aménagement dans les projets urbains français.

Source :

> www.theses.fr/2018PESC1156

Le guide « Biodiversité et chantiers urbains » vient de paraître - Avril 2019

Comment concilier nature et chantiers urbains ? C'est la question à laquelle répond ce guide co-rédigé par l'association Nord Nature Chico Mendès, l'Etablissement Public Foncier Nord-Pas de Calais et la LPO. Destiné aux acteurs de la ville et du chantier urbain, il présente des méthodes pour accueillir la biodiversité ou la préserver à toutes les étapes du chantier.

Source :

> <https://urbanisme-bati-biodiversite.fr/presentation/actualites/guide-biodiversite-et-chantiers>

A télécharger :

> « Biodiversité et chantiers urbains - Comment concilier nature et chantiers urbains ? » :
<https://urbanisme-bati-biodiversite.fr/IMG/pdf/guide-biodiversite-et-chantiers.pdf>

Vient de paraître : « PLUi et biodiversité : concilier nature et aménagement » - Avril 2019

Ce document technique et pratique, issu des travaux du Club PLU(i) & Biodiversité animé par l'ARPE-ARB, répond aux questions que se posent les collectivités dans le cadre de l'élaboration de leur document d'urbanisme : pourquoi intégrer la biodiversité dans mon projet de territoire ? Quels préalables à cette prise en compte ? Comment rédiger mon cahier des charges et sélectionner mon prestataire ? Quelles dispositions opposables et non opposables puis-je mettre en œuvre dans mon PLU(i) ? Le guide est abondamment illustré et riche de nombreux retours d'expériences, exemples de rédaction de règlements, références juridiques, ...

Source :

> www.arpe-arb.org/environnement/plui-et-biodiversite-concilier-nature-et-amenagement_i7055.html

Bilan énergétique national : production en hausse, émissions de CO₂ en baisse - 24 avril 2019

A climat constant, la consommation d'énergie française a été stable en 2018 à 248,7 Mtep, dans un contexte de croissance économique faible (+1,5%) et de hausse des prix de l'énergie, notamment des produits pétroliers et gaziers. Dans le même temps, la production nationale a augmenté à 137,7 Mtep (+4,2%), « tirée par le rebond du nucléaire et de l'hydraulique ». Conséquence : le taux d'indépendance énergétique s'est amélioré de +2,6 points à 55,4%, et les émissions de CO₂ liées à l'énergie ont diminué (-3%). Toutefois, au milieu de ces bonnes nouvelles, demeure un point noir, celui de la facture énergétique nationale, qui ne cesse de croître et dépasse désormais les 45 Mrds € (+16%). Dans l'ensemble, le bouquet énergétique primaire réel de la France se compose de 41,1% de nucléaire, 28,6% de pétrole, 14,8% de gaz naturel, 11,4% de renouvelables (dont biomasse solide 4,3%, hydraulique 2,3%, biocarburants 1,3%, PAC 1% et éolien 1%) et encore de 3,7% de charbon.

Source :

> www.batiactu.com/edito/bilan-energetique-national-production-hausse-emissions-56225.php

Solutions d'atténuation de la surchauffe urbaine : l'ADEME a retenu 6 lauréats pour la 4^{ème} édition de l'Appel à Projets de Recherche MODEVAL-URBA 2019 - 24 avril 2019

Ont été retenus les projets :

- RECRE - Renaturation des Espaces des Cours vers la Résilience Ecologique porté par TRIBU,
- DésiVille - Outils d'aide à la Désimperméabilisation des sols artificialisés : développements méthodologiques pour l'évaluation du potentiel de désimperméabilisation et catalogue de solutions applicables en Ville porté par le BRGM,

- MODRADURB - MODélisation des échanges RADiatifs dans la canopée urbaine pour évaluer les formes URbaines dans le contexte du changement climatique porté par le CNRM,
- COOLPARKS - Cooling optimisation by parks and urban morphology porté par JérémY Bernard,
- MESH-2C - Morphology - Environment - Sustainability - Human Comfort 2C porté par Franck Boutté Consultants,
- REVEIL - L'urbanisme REVERsible dans les Espaces InterstitieLs : pourquoi, quand, où, comment, par qui ? porté par AUXILIA

L'appel à projets MODEVAL-URBA s'inscrit dans la Stratégie Urbanisme Durable 2018-2022, ainsi que dans la Stratégie Recherche et innovation de l'ADEME qui comprend un programme principal dédié aux villes et territoires durables. Ces 6 projets impliquant 21 partenaires seront aidés par l'ADEME à hauteur de 1,1 M€.

Source :

> <https://presse.ademe.fr/2019/04/6-laureats-pour-des-solutions-dattenuation-de-la-surchauffe-urbaine-modevalurba.html>

Vient de paraître : « Les espaces commerciaux : quels outils pour repenser les périphéries commerciales et revitaliser les centres-villes ? » - 14 mai 2019

Publiée par le Cerema, ce document synthétique réalisé d'après une étude portant sur les différents outils pour agir en matière d'aménagement des périphéries commerciales, propose une méthode pour aborder l'aménagement des périphéries commerciales. Il dresse tout d'abord le constat et les problématiques identifiées en matière d'aménagement commercial et aborde successivement :

- les déséquilibres constatés sur les plans environnemental et économique, et sur l'impact important des périphéries commerciales sur les centres-villes ;
- les outils pour mener des politiques d'aménagement : loi NOTRe, plan Action Cœur de Ville, loi ELAN et Opérations de Revitalisation du Territoire ;
- les différentes évolutions des dispositifs réglementaires ;
- les principaux modes de financement : EPARECA, Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, taxe sur les friches commerciales, dispositifs européens (FEDER, FSE, ...)
- ainsi que les interlocuteurs existants en régions.

Source :

> www.cerema.fr/fr/actualites/espaces-commerciaux-quels-outils-repenser-peripheries

A télécharger :

> « Les espaces commerciaux : quels outils pour repenser les périphéries commerciales et revitaliser les centres-villes ? » : www.cerema.fr/system/files/documents/2019/05/urbanisme_commercial-etude_cerema_mai_2019_0.pdf

La présence d'arbres peut compenser les îlots de chaleur des quartiers - 20 mai 2019

Selon une nouvelle étude dirigée par Carly Ziter, professeure adjointe de biologie à la Faculté des arts et des sciences, la présence d'un couvert arborescent important en zone urbaine peut abaisser considérablement la température des environs immédiats ; l'écart entre une zone à fort couvert arborescent et une sans arbre pouvant aller jusqu'à quatre ou cinq degrés Celsius. L'étude note toutefois que les secteurs les plus feuillus tendent à se trouver de manière disproportionnée dans les quartiers riches. La plantation d'arbres dans les quartiers défavorisés permettrait donc non seulement de réduire les températures, mais contribuerait en plus à la santé physique et mentale des résidents.

Source :

> www.enerzine.com/la-presence-darbres-peut-compenser-les-ilots-de-chaleur-des-quartiers

/// SOMMAIRE ///



Les membres du Réseau Bâtiment Durable

Alliance HQE-GBC - AQUAA - BEN BTP - Bourgogne Bâtiment Durable
Cd2e - Cluster éco-énergies - Collectif Effinergie
Ekopolis - EnvirobatBDM - Envirobat Centre - Envirobat Occitanie
Envirobat Grand Est - Envirobat Réunion - Globe 21 - KEBATI
Novabuild - Noveco - Odéys - Pôle énergie Franche-Comté
Réseau Breton Bâtiment Durable - S2e2 - Terra'noi
Ville & Aménagement Durable

Avec le soutien technique et financier de :



Crédits photos page de couverture (de gauche à droite) :

Prototype Terra Nostra Confluence © VAD - SYDESL © ADEME Bourgogne-©Pierre COMBIER-Nicolas FAVET Architectes - Résidence en habitat participatif MasCobado à Montpellier © Ecobatp LR